ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 275**

22 Δεκεμβρίου 2006

ΝΟΜΟΣ ΥΠ’ ΑΡΙΘΜ. 3521

Κύρωση της Σύμβασης για την προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Σύμβαση για την προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς, που υπογράφηκε στο Παρίσι στις 3 Νοεμβρίου 2003, το κείμενο της οποίας σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ci-après dénommée "l'UNESCO", réunie à Paris du vingt-neuf septembre au dix-sept octobre 2003 en sa 32e session,

Se référant aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, en particulier à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966,

Considérant l'importance du patrimoine culturel immatériel, creuset de la diversité culturelle et garant du développement durable, telle que soulignée par la Recommandation de l'UNESCO sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire de 1989, par la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2001 et par la Déclaration d'Istanbul de 2002 adoptée par la troisième Table ronde des ministres de la culture,

Considérant la profonde interdépendance entre le patrimoine culturel immatériel et le patrimoine matériel culturel et naturel,

Reconnaissant que les processus de mondialisation et de transformation sociale, à côté des conditions qu'ils créent pour un dialogue renouvelé entre les communautés, font, tout comme les phénomènes d'intolérance, également peser de graves menaces de dégradation, de disparition et de destruction sur le patrimoine culturel immatériel, en particulier du fait du manque de moyens de sauvegarde de celui-ci,

Consciente de la volonté universelle et de la préoccupation partagée de sauvegarder le patrimoine culturel immatériel de l'humanité,

Reconnaissant que les communautés, en particulier les communautés autochtones, les groupes et, le cas échéant, les individus, jouent un rôle important dans la production, la sauvegarde, l'entretien et la recréation du patrimoine culturel immatériel, contribuant ainsi à l'enrichissement de la diversité culturelle et de la créativité humaine,

Notant la grande portée de l'activité menée par l'UNESCO afin d'établir des instruments normatifs pour la protection du patrimoine culturel, en particulier la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972,

Notant en outre qu'il n'existe à ce jour aucun instrument multilatéral à caractère contraignant visant à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel,

Considérant que les accords, recommandations et résolutions internationaux existants concernant le patrimoine culturel et naturel devraient être enrichis et complétés efficacement au moyen de nouvelles dispositions relatives au patrimoine culturel immatériel,

Considérant la nécessité de faire davantage prendre conscience, en particulier parmi les jeunes générations, de l'importance du patrimoine culturel immatériel et de sa sauvegarde,

Considérant que la communauté internationale devrait contribuer avec les Etats parties à la présente Convention à la sauvegarde de ce patrimoine dans un esprit de coopération et d'entraide,

Rappelant les programmes de l'UNESCO relatifs au patrimoine culturel immatériel, notamment la Proclamation des chefs-d'oeuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité,

Considérant le rôle inestimable du patrimoine culturel immatériel comme facteur de rapprochement, d'échange et de compréhension entre les êtres humains,

Adopte, le dix-sept octobre 2003, la présente Convention.

I. Dispositions générales

Article premier : *Buts de la Convention*

Les buts de la présente Convention sont :

(a) la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;

(b) le respect du patrimoine culturel immatériel des communautés, des groupes et des individus concernés ;

(c) la sensibilisation aux niveaux local, national et international à l'importance du patrimoine culturel immatériel et de son appréciation mutuelle ;

(d) la coopération et l'assistance internationales.

Article 2 : *Définitions*

Aux fins de la présente Convention,

1. On entend par "patrimoine culturel immatériel" les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. Aux fins de la présente Convention, seul sera pris en considération le patrimoine culturel immatériel conforme aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'à l'exigence du respect mutuel entre communautés, groupes et individus, et d'un développement durable.

2. Le "patrimoine culturel immatériel", tel qu'il est défini au paragraphe 1 ci-dessus, se manifeste notamment dans les domaines suivants :

   (a) les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ;

   (b) les arts du spectacle ;

   (c) les pratiques sociales, rituels et événements festifs ;

   (d) les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ;

(e) les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel.

3. On entend par "sauvegarde" les mesures visant à assurer la viabilité du patrimoine culturel immatériel, y compris l'identification, la documentation, la recherche, la préservation, la protection, la promotion, la mise en valeur, la transmission, essentiellement par l'éducation formelle et non formelle, ainsi que la revitalisation des différents aspects de ce patrimoine.

4. On entend par "Etats parties" les Etats qui sont liés par la présente Convention et entre lesquels celle-ci est en vigueur.

5. La présente Convention s'applique *mutatis mutandis* aux territoires visés à l'article 33 qui en deviennent parties, conformément aux conditions précisées dans cet article. Dans cette mesure, l'expression "Etats parties" s'entend également de ces territoires.

Article 3 : *Relation avec d'autres instruments internationaux*

Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme :

(a) altérant le statut ou diminuant le niveau de protection des biens déclarés du patrimoine mondial dans le cadre de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, auxquels un élément du patrimoine culturel immatériel est directement associé ; ou

(b) affectant les droits et obligations des Etats parties découlant de tout instrument international relatif aux droits de la propriété intellectuelle ou à l'usage des ressources biologiques et écologiques auquel ils sont parties.

II. Organes de la Convention

Article 4 : *Assemblée générale des Etats parties*

1. Il est établi une Assemblée générale des Etats parties, ci-après dénommée "l'Assemblée générale". L'Assemblée générale est l'organe souverain de la présente Convention.

2. L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Elle peut se réunir en session extraordinaire si elle en décide ainsi ou si demande lui en est adressée par le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ou par au moins un tiers des Etats parties.

3. L'Assemblée générale adopte son règlement intérieur.

Article 5 : *Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*

1. Il est institué auprès de l'UNESCO un Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, ci-après dénommé "le Comité". Il est composé de représentants de 18 Etats parties, élus par les Etats parties réunis en Assemblée générale dès que la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 34.

2. Le nombre des Etats membres du Comité sera porté à 24 dès lors que le nombre d'Etats parties à la Convention atteindra 50.

Article 6 : *Election et mandat des Etats membres du Comité*

1. L'élection des Etats membres du Comité doit répondre aux principes de répartition géographique et de rotation équitables.

2. Les Etats membres du Comité sont élus pour un mandat de quatre ans par les Etats parties à la Convention réunis en Assemblée générale.

3. Toutefois, le mandat de la moitié des Etats membres du Comité élus lors de la première élection est limité à deux ans. Ces Etats sont désignés par un tirage au sort lors de cette première élection.

4. Tous les deux ans, l'Assemblée générale procède au renouvellement de la moitié des Etats membres du Comité.

5. Elle élit également autant d'Etats membres du Comité que nécessaire pour pourvoir les postes vacants.

6. Un Etat membre du Comité ne peut être élu pour deux mandats consécutifs.

7. Les Etats membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans les divers domaines du patrimoine culturel immatériel.

Article 7 : *Fonctions du Comité*

Sans préjudice des autres attributions qui lui sont conférées par la présente Convention, les fonctions du Comité sont les suivantes :

(a) promouvoir les objectifs de la Convention, encourager et assurer le suivi de sa mise en oeuvre ;

(b) donner des conseils sur les meilleures pratiques et formuler des recommandations sur les mesures en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;

(c) préparer et soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale un projet d'utilisation des ressources du Fonds, conformément à l'article 25 ;

(d) s'efforcer de trouver les moyens d'augmenter ses ressources et prendre les mesures requises à cette fin, conformément à l'article 25 ;

(e) préparer et soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale des directives opérationnelles pour la mise en oeuvre de la Convention ;

(f) examiner, conformément à l'article 29, les rapports des Etats parties, et en faire un résumé à l'intention de l'Assemblée générale ;

(g) examiner les demandes présentées par les Etats parties et décider, en conformité avec les critères objectifs de sélection établis par lui et approuvés par l'Assemblée générale :

  (i) des inscriptions sur les listes et des propositions mentionnées aux articles 16, 17 et 18 ;

  (ii) de l'octroi de l'assistance internationale conformément à l'article 22.

Article 8 : *Méthodes de travail du Comité*

1. Le Comité est responsable devant l'Assemblée générale. Il lui rend compte de toutes ses activités et décisions.

2. Le Comité adopte son règlement intérieur à la majorité des deux tiers de ses membres.

3. Le Comité peut créer temporairement les organes consultatifs *ad hoc* qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche.

4. Le Comité peut inviter à ses réunions tout organisme public ou privé, ainsi que toute personne physique, possédant des compétences avérées dans les différents domaines du patrimoine culturel immatériel, pour les consulter sur toute question particulière.

Article 9 : *Accréditation des organisations consultatives*

1. Le Comité propose à l'Assemblée générale l'accréditation d'organisations non gouvernementales possédant des compétences avérées dans le domaine du patrimoine culturel immatériel. Ces organisations auront des fonctions consultatives auprès du Comité.

2. Le Comité propose également à l'Assemblée générale les critères et modalités de cette accréditation.

Article 10 : *Le Secrétariat*

1. Le Comité est assisté par le Secrétariat de l'UNESCO.

2. Le Secrétariat prépare la documentation de l'Assemblée générale et du Comité, ainsi que le projet d'ordre du jour de leurs réunions et assure l'exécution de leurs décisions.

III. Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à l'échelle nationale

Article 11 : *Rôle des Etats parties*

Il appartient à chaque Etat partie :

(a) de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire ;

(b) parmi les mesures de sauvegarde visées à l'article 2, paragraphe 3, d'identifier et de définir les différents éléments du patrimoine culturel immatériel présents sur son territoire, avec la participation des communautés, des groupes et des organisations non gouvernementales pertinentes.

Article 12 : *Inventaires*

1. Pour assurer l'identification en vue de la sauvegarde, chaque Etat partie dresse, de façon adaptée à sa situation, un ou plusieurs inventaires du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire. Ces inventaires font l'objet d'une mise à jour régulière.

2. Chaque Etat partie, lorsqu'il présente périodiquement son rapport au Comité, conformément à l'article 29, fournit des informations pertinentes concernant ces inventaires.

Article 13 : ***Autres mesures de sauvegarde***

En vue d'assurer la sauvegarde, le développement et la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire, chaque Etat partie s'efforce :

(a) d'adopter une politique générale visant à mettre en valeur la fonction du patrimoine culturel immatériel dans la société et à intégrer la sauvegarde de ce patrimoine dans des programmes de planification ;

(b) de désigner ou d'établir un ou plusieurs organismes compétents pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire ;

(c) d'encourager des études scientifiques, techniques et artistiques ainsi que des méthodologies de recherche pour une sauvegarde efficace du patrimoine culturel immatériel, en particulier du patrimoine culturel immatériel en danger ;

(d) d'adopter les mesures juridiques, techniques, administratives et financières appropriées visant à :

   (i) favoriser la création ou le renforcement d'institutions de formation à la gestion du patrimoine culturel immatériel ainsi que la transmission de ce patrimoine à travers les forums et espaces destinés à sa représentation et à son expression ;

   (ii) garantir l'accès au patrimoine culturel immatériel tout en respectant les pratiques coutumières qui régissent l'accès à des aspects spécifiques de ce patrimoine ;

   (iii) établir des institutions de documentation sur le patrimoine culturel immatériel et à en faciliter l'accès.

Article 14 : ***Education, sensibilisation et renforcement des capacités***

Chaque Etat partie s'efforce, par tous moyens appropriés :

(a) d'assurer la reconnaissance, le respect et la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel dans la société, en particulier grâce à :

   (i) des programmes éducatifs, de sensibilisation et de diffusion d'informations à l'intention du public, notamment des jeunes ;

   (ii) des programmes éducatifs et de formation spécifiques au sein des communautés et des groupes concernés ;

   (iii) des activités de renforcement des capacités en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et en particulier de gestion et de recherche scientifique ; et

   (iv) des moyens non formels de transmission des savoirs ;

(b) de maintenir le public informé des menaces qui pèsent sur ce patrimoine ainsi que des activités menées en application de la présente Convention ;

Article 15 : *Participation des communautés, groupes et individus*

Dans le cadre de ses activités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, chaque Etat partie s'efforce d'assurer la plus large participation possible des communautés, des groupes et, le cas échéant, des individus qui créent, entretiennent et transmettent ce patrimoine, et de les impliquer activement dans sa gestion.

IV. Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à l'échelle internationale

Article 16 : *Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité*

1. Pour assurer une meilleure visibilité du patrimoine culturel immatériel, faire prendre davantage conscience de son importance et favoriser le dialogue dans le respect de la diversité culturelle, le Comité, sur proposition des Etats parties concernés, établit, tient à jour et publie une liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

2. Le Comité élabore et soumet à l'approbation de l'Assemblée générale les critères présidant à l'établissement, à la mise à jour et à la publication de cette liste représentative.

Article 17 : *Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente*

1. En vue de prendre les mesures de sauvegarde appropriées, le Comité établit, tient à jour et publie une liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, et inscrit ce patrimoine sur la Liste à la demande de l'Etat partie concerné.

2. Le Comité élabore et soumet à l'approbation de l'Assemblée générale les critères présidant à l'établissement, à la mise à jour et à la publication de cette liste.

3. Dans des cas d'extrême urgence - dont les critères objectifs sont approuvés par l'Assemblée générale sur proposition du Comité - celui-ci peut inscrire un élément du patrimoine concerné sur la Liste mentionnée au paragraphe 1 en consultation avec l'Etat partie concerné.

Article 18 : *Programmes, projets et activités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*

1. Sur la base des propositions présentées par les Etats parties, et conformément aux critères qu'il définit et qui sont approuvés par l'Assemblée générale, le Comité sélectionne périodiquement et fait la promotion des programmes, projets et activités de caractère national, sous-régional ou régional de sauvegarde du patrimoine qu'il estime refléter le mieux les principes et objectifs de la présente Convention, en tenant compte des besoins particuliers des pays en développement.

2. A cette fin, il reçoit, examine et approuve les demandes d'assistance internationale formulées par les Etats parties pour l'élaboration de ces propositions.

3. Le Comité accompagne la mise en oeuvre desdits programmes, projets et activités par la diffusion des meilleures pratiques selon les modalités qu'il aura déterminées.

V. Coopération et assistance internationales

Article 19 : *Coopération*

1. Aux fins de la présente Convention, la coopération internationale comprend en particulier l'échange d'informations et d'expériences, des initiatives communes ainsi que la mise en place d'un mécanisme d'assistance aux Etats parties dans leurs efforts pour sauvegarder le patrimoine culturel immatériel.

2. Sans préjudice des dispositions de leur législation nationale et de leurs droit et pratiques coutumiers, les Etats parties reconnaissent que la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel est dans l'intérêt général de l'humanité et s'engagent, à cette fin, à coopérer aux niveaux bilatéral, sous-régional, régional et international.

Article 20 : *Objectifs de l'assistance internationale*

L'assistance internationale peut être accordée pour les objectifs suivants :

(a) la sauvegarde du patrimoine inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente ;

(b) la préparation d'inventaires au sens des articles 11 et 12 ;

(c) l'appui à des programmes, projets et activités conduits aux niveaux national, sous-régional et régional, visant à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;

(d) tout autre objectif que le Comité jugerait nécessaire.

Article 21 : *Formes de l'assistance internationale*

L'assistance accordée par le Comité à un Etat partie est réglementée par les directives opérationnelles prévues à l'article 7 et par l'accord visé à l'article 24, et peut prendre les formes suivantes :

(a) des études concernant les différents aspects de la sauvegarde ;

(b) la mise à disposition d'experts et de praticiens ;

(c) la formation de tous personnels nécessaires ;

(d) l'élaboration de mesures normatives ou autres ;

(e) la création et l'exploitation d'infrastructures ;

(f) la fourniture d'équipement et de savoir-faire ;

(g) d'autres formes d'assistance financière et technique y compris, le cas échéant, l'octroi de prêts à faible intérêt et de dons.

Article 22 : *Conditions de l'assistance internationale*

1. Le Comité établit la procédure d'examen des demandes d'assistance internationale et précise les éléments de la demande tels que les mesures envisagées, les interventions nécessaires et l'évaluation de leur coût.

2. En cas d'urgence, la demande d'assistance doit être examinée en priorité par le Comité.

3. Afin de prendre une décision, le Comité procède aux études et consultations qu'il juge nécessaires.

Article 23 : ***Demandes d'assistance internationale***

1. Chaque Etat partie peut présenter au Comité une demande d'assistance internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire.

2. Une telle demande peut aussi être présentée conjointement par deux ou plusieurs Etats parties.

3. La demande doit comporter les éléments d'information prévus à l'article 22, paragraphe 1, et les documents nécessaires.

Article 24 : ***Rôle des Etats parties bénéficiaires***

1. En conformité avec les dispositions de la présente Convention, l'assistance internationale attribuée est régie par un accord entre l'Etat partie bénéficiaire et le Comité.

2. En règle générale, l'Etat partie bénéficiaire doit participer, dans la mesure de ses moyens, au coût des mesures de sauvegarde pour lesquelles une assistance internationale est fournie.

3. L'Etat partie bénéficiaire remet au Comité un rapport sur l'utilisation de l'assistance accordée en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

VI. Fonds du patrimoine culturel immatériel

Article 25 : ***Nature et ressources du Fonds***

1. Il est créé un "Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel", ci-après dénommé "le Fonds".

2. Le Fonds est constitué en fonds-en-dépôt conformément aux dispositions du Règlement financier de l'UNESCO.

3. Les ressources du Fonds sont constituées par :

   (a) les contributions des Etats parties ;

   (b) les fonds alloués à cette fin par la Conférence générale de l'UNESCO ;

   (c) les versements, dons ou legs que pourront faire :

      (i) d'autres Etats ;

      (ii) les organisations et programmes du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que d'autres organisations internationales ;

      (iii) des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;

(d) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds ;

(e) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds ;

(f) toutes autres ressources autorisées par le règlement du Fonds que le Comité élabore.

4. L'utilisation des ressources par le Comité est décidée sur la base des orientations de l'Assemblée générale.

5. Le Comité peut accepter des contributions et autres formes d'assistance fournies à des fins générales ou spécifiques se rapportant à des projets déterminés, pourvu que ces projets soient approuvés par le Comité.

6. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique, économique ou autre qui soit incompatible avec les objectifs recherchés par la présente Convention.

Article 26 : *Contributions des Etats parties au Fonds*

1. Sans préjudice de toute contribution volontaire supplémentaire, les Etats parties à la présente Convention s'engagent à verser au Fonds, au moins tous les deux ans, une contribution dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les Etats, sera décidé par l'Assemblée générale. Cette décision de l'Assemblée générale sera prise à la majorité des Etats parties présents et votants qui n'ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, cette contribution ne pourra dépasser 1 % de la contribution de l'Etat partie au budget ordinaire de l'UNESCO.

2. Toutefois, tout Etat visé à l'article 32 ou à l'article 33 de la présente Convention peut, au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

3. Un Etat partie à la présente Convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article s'efforcera de retirer ladite déclaration moyennant notification au Directeur général de l'UNESCO. Toutefois, le retrait de la déclaration n'aura d'effet sur la contribution due par cet Etat qu'à partir de la date d'ouverture de la session suivante de l'Assemblée générale.

4. Afin que le Comité soit en mesure de prévoir ses opérations d'une manière efficace, les contributions des Etats parties à la présente Convention qui ont fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et devraient se rapprocher le plus possible des contributions qu'ils auraient dû verser s'ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5. Tout Etat partie à la présente Convention, en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire au titre de l'année en cours et de l'année civile qui l'a immédiatement précédée, n'est pas éligible au Comité, cette disposition ne s'appliquant pas lors de la première élection. Le mandat d'un tel Etat qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l'article 6 de la présente Convention.

Article 27 : *Contributions volontaires supplémentaires au Fonds*

Les Etats parties désireux de verser des contributions volontaires en sus de celles prévues à l'article 26 en informent le Comité aussitôt que possible afin de lui permettre de planifier ses activités en conséquence.

Article 28 : *Campagnes internationales de collecte de fonds*

Les Etats parties prêtent, dans la mesure du possible, leur concours aux campagnes internationales de collecte organisées au profit du Fonds sous les auspices de l'UNESCO.

VII. Rapports

Article 29 : *Rapports des Etats parties*

Les Etats parties présentent au Comité, dans les formes et selon la périodicité prescrites par ce dernier, des rapports sur les dispositions législatives, réglementaires ou autres prises pour la mise en œuvre de la présente Convention.

Article 30 : *Rapports du Comité*

1. Sur la base de ses activités et des rapports des Etats parties mentionnés à l'article 29, le Comité soumet un rapport à chaque session de l'Assemblée générale.

2. Ce rapport est porté à la connaissance de la Conférence générale de l'UNESCO.

VIII. *Clause transitoire*

Article 31 : *Relation avec la Proclamation des chefs-d'oeuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité*

1. Le Comité intègre dans la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité les éléments proclamés "Chefs-d'oeuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité" avant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. L'intégration de ces éléments dans la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité ne préjuge en rien des critères arrêtés conformément à l'article 16, paragraphe 2, pour les inscriptions à venir.

3. Aucune autre Proclamation ne sera faite après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

IX. Dispositions finales

Article 32 : *Ratification, acceptation ou approbation*

1. La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Etats membres de l'UNESCO, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article 33 : *Adhésion*

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'UNESCO invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. La présente Convention est également ouverte à l'adhésion des territoires qui jouissent d'une complète autonomie interne, reconnue comme telle par l'Organisation des Nations Unies, mais qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et qui ont compétence pour les matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence reconnue pour conclure des traités sur ces matières.

3. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article 34 : *Entrée en vigueur*

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour tout autre Etat partie trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 35 : *Régimes constitutionnels fédératifs ou non unitaires*

Les dispositions ci-après s'appliquent aux Etats parties ayant un régime constitutionnel fédératif ou non unitaire :

(a) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs ;

(b) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence de chacun des Etats, pays, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas en vertu du régime constitutionnel de la fédération tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des Etats, pays, provinces ou cantons pour adoption.

Article 36 : *Dénonciation*

1. Chacun des Etats parties a la faculté de dénoncer la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

3. La dénonciation prend effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifie en rien les obligations financières dont l'Etat partie dénonciateur est tenu de s'acquitter jusqu'à la date à laquelle le retrait prend effet.

Article 37 : *Fonctions du dépositaire*

Le Directeur général de l'UNESCO, en sa qualité de dépositaire de la présente Convention, informe les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 33, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion mentionnés aux articles 32 et 33, de même que des dénonciations prévues à l'article 36.

Article 38 : *Amendements*

1. Tout Etat partie peut, par voie de communication écrite adressée au Directeur général, proposer des amendements à la présente Convention. Le Directeur général transmet cette communication à tous les Etats parties. Si, dans les six mois qui suivent la date de transmission de la communication, la moitié au moins des Etat parties donne une réponse favorable à cette demande, le Directeur général présente cette proposition à la prochaine session de l'Assemblée générale pour discussion et éventuelle adoption.

2. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Etats parties présents et votants.

3. Les amendements à la présente Convention, une fois adoptés, sont soumis aux Etats parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

4. Pour les Etats parties qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou y ont adhéré, les amendements à la présente Convention entrent en vigueur trois mois après le dépôt des instruments visés au paragraphe 3 du présent article par les deux tiers des Etat parties. Par la suite, pour chaque Etat partie qui ratifie, accepte, approuve un amendement ou y adhère, cet amendement entre en vigueur trois mois après la date de dépôt par l'Etat partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

5. La procédure établie aux paragraphes 3 et 4 ne s'applique pas aux amendements apportés à l'article 5 relatif au nombre des Etats membres du Comité. Ces amendements entrent en vigueur au moment de leur adoption.

6. Un Etat qui devient partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 4 du présent article est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant :

   (a) partie à la présente Convention ainsi amendée ; et

   (b) partie à la présente Convention non amendée à l'égard de tout Etat partie qui n'est pas lié par ces amendements.

Article 39 : *Textes faisant foi*

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe, les six textes faisant également foi.

Article 40 : *Enregistrement*

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'UNESCO.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned have signed this Convention this third day of November 2003.

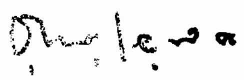
EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, le trois novembre 2003.

EN FE DE LO CUAL estampan sus firmas, en este día tres de noviembre de 2003.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО настоящую Конвенцию подписали 3 ноября 2003 года.

وإثباتاً لما تقدم وقّع الشخصان المذكوران أدناه على هذه الاتفاقية، في هذا اليوم الموافق الثالث من شهر نوفمبر/تشرين الثاني ٢٠٠٣.

为此，我们于 2003 年 11 月 3 日在本公约签名，以昭信守。





President of the General Conference
Le Président de la Conférence générale
El Presidente de la Conferencia General
Председатель Генеральной конференции
رئيس المؤتمر العام
大会主席

Director-General
Le Directeur général
El Director General
Генеральный директор
المدير العام
总干事

Certified Copy
Copie certifiée conforme
Copia certificada conforme
Заверенная копия
صورة طبق الأصل
兹证明文本无误

OFFICE DES NORMES INTERNATIONALES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES
UNESCO

Paris, 26.11.03

A.A YUSUF

Legal Adviser
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

Conseiller juridique
de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Asesor Jurídico,
de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura

Юридический советник
Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры

المستشار القانوني
لمنظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、科学及文化组织
法律顾问

ΣΥΜΒΑΣΗ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΗΣ ΑΥΛΗΣ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΗΣ ΚΛΗΡΟΝΟΜΙΑΣ

Παρίσι, 17 Οκτωβρίου 2003

Σύμβαση για την Προστασία της Άυλης Πολιτιστικής Κληρονομιάς

Η Γενική Συνέλευση του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών για την Παιδεία, την Επιστήμη και τον Πολιτισμό, εφεξής «η ΟΥΝΕΣΚΟ», συνήλθε στο Παρίσι, από 29 Σεπτεμβρίου έως 17 Οκτωβρίου 2003, κατά την 32η συνοδό της.

Αναφερόμενη στα ήδη υφιστάμενα διεθνή έγγραφα περί των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, και ειδικότερα στην Οικουμενική Διακήρυξη των Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων του 1948, στο Διεθνές Σύμφωνο περί Οικονομικών, Κοινωνικών και Πολιτιστικών Δικαιωμάτων του 1966 και στο Διεθνές Σύμφωνο περί Αστικών και Πολιτικών Δικαιωμάτων του 1966.

Έχοντας υπόψη τη σημασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς, από την οποία εκπηγάζει η πολιτισμική πολυμορφία, και η οποία εγγυάται τη βιώσιμη ανάπτυξη, όπως υπογραμμίστηκε με τη Σύσταση της ΟΥΝΕΣΚΟ για την Προστασία του Παραδοσιακού και Λαϊκού Πολιτισμού του 1989, με την Οικουμενική Διακήρυξη της ΟΥΝΕΣΚΟ για την Πολιτιστική Πολυμορφία του 2001 και με τη Διακήρυξη της Κωνσταντινουπόλεως του 2002, που υιοθετήθηκε από την τρίτη Στρογγυλή Τράπεζα των Υπουργών Πολιτισμού.

Έχοντας υπόψη τη βαθιά αλληλεξάρτηση μεταξύ της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς και της υλικής πολιτιστικής και φυσικής κληρονομιάς.

Αναγνωρίζοντας ότι οι διαδικασίες παγκοσμιοποίησης και κοινωνικού μετασχηματισμού, σε συνδυασμό με τις συνθήκες που δημιουργούν για ένα διάλογο σε νέες βάσεις μεταξύ των κοινοτήτων, ενέχουν επίσης, όπως και τα φαινόμενα έλλειψης ανεκτικότητας, σοβαρές απειλές υποβάθμισης, εξαφάνισης και καταστροφής της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς, ειδικότερα δε λόγω έλλειψης μέσων προστασίας της.

Έχοντας επίγνωση της παγκόσμιας βούλησης και της κοινής μέριμνας για την προστασία της αυλής πολιτιστικής κληρονομιάς της ανθρωπότητας.

Αναγνωρίζοντας ότι οι κοινότητες, και ειδικότερα οι κοινότητες αυτοχθόνων, οι ομάδες και, περιπτώσεως δοθείσης, τα άτομα, διαδραματίζουν σημαντικό ρόλο στην παραγωγή, την προστασία, τη διατήρηση και την αναδημιουργία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς, συμβάλλοντας έτσι στον εμπλουτισμό της πολιτισμικής πολυμορφίας και της ανθρώπινης δημιουργικότητας.

Σημειώνοντας τη μεγάλη εμβέλεια της δραστηριότητας που προωθεί η ΟΥΝΕΣΚΟ με στόχο να καθιερώσει ένα νομικό πλαίσιο για την προστασία της πολιτιστικής κληρονομιάς, και ειδικότερα τη Σύμβαση για την Διαφύλαξη της Παγκόσμιας Πολιτιστικής και Φυσικής Κληρονομιάς του 1972.

Σημειώνοντας περαιτέρω ότι δεν υπάρχει μέχρι σήμερα κανένα πολυμερές δεσμευτικό κείμενο για την προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς.

Έχοντας υπόψη ότι οι ήδη υφιστάμενες διεθνείς συμφωνίες, συστάσεις και αποφάσεις που αφορούν την πολιτιστική και φυσική κληρονομιά, θα έπρεπε να εμπλουτιστούν και να συμπληρωθούν αποτελεσματικά με νέες διατάξεις για την άυλη πολιτιστική κληρονομιά.

Έχοντας υπόψη ότι είναι αναγκαίο να καταβληθούν περαιτέρω προσπάθειες προκειμένου να συνειδητοποιήσουν, ειδικότερα οι νέες γενιές, τη σημασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς και της προστασίας της.

Έχοντας υπόψη ότι θα έπρεπε η διεθνής κοινότητα να συμβάλει, από κοινού με τα Κράτη μέλη της παρούσας Σύμβασης, στην προστασία της κληρονομιάς αυτής σε πνεύμα συνεργασίας και αμοιβαίας αρωγής.

Υπενθυμίζοντας τα προγράμματα της ΟΥΝΕΣΚΟ περί της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς, και ειδικότερα την ανακήρυξη των αριστουργημάτων της προφορικής και άυλης κληρονομιάς της ανθρωπότητας.

Έχοντας υπόψη τον ανεκτίμητο ρόλο της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς ως παράγοντα προσέγγισης, ανταλλαγής και κατανόησης μεταξύ των ανθρώπων.

Υιοθετεί, στις 17 Οκτωβρίου 2003, την παρούσα Σύμβαση.

Ι. Γενικές Διατάξεις

Άρθρο 1
Σκοπός της Σύμβασης

Η παρούσα Σύμβαση έχει ως σκοπό:

(α) Την προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς.

(β) Το σεβασμό της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς των ενδιαφερομένων κοινοτήτων, ομάδων και ανθρώπων.

(γ) Την ευαισθητοποίηση σε επίπεδο τοπικό, εθνικό και διεθνές όσον αφορά τη σημασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς και της αμοιβαίας εκτίμησης που πρέπει να τυγχάνει.

(δ) Τη διεθνή συνεργασία και συνδρομή.

Άρθρο 2
Ορισμός

Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης,

1. Εννοούμε «άυλη πολιτιστική κληρονομιά» τις πρακτικές, αναπαραστάσεις, εκφράσεις, γνώσεις και τεχνικές - καθώς και τα εργαλεία, αντικείμενα, χειροτεχνήματα και τους πολιτιστικούς χώρους που συνδέονται με αυτές - και τις οποίες οι κοινότητες, οι ομάδες και, περιπτώσεως δοθείσης, τα άτομα αναγνωρίζουν ότι αποτελούν μέρος της πολιτιστικής κληρονομιάς τους. Αυτή η άυλη πολιτιστική κληρονομιά, που μεταβιβάζεται από γενιά σε γενιά, αναδημιουργείται συνεχώς από τις κοινότητες και τις ομάδες σε συνάρτηση με το περιβάλλον τους, την αλληλεπίδραση τους με τη φύση και την ιστορία τους, και τους παρέχει μία αίσθηση ταυτότητας και συνέχειας, συμβάλλοντας έτσι στην προώθηση του σεβασμού της πολιτιστικής πολυμορφίας και της ανθρώπινης δημιουργικότητας. Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, θα λαμβάνεται υπόψη μόνο η άυλη πολιτιστική κληρονομιά που ανταποκρίνεται στα ήδη υφιστάμενα διεθνή κείμενα για τα ανθρώπινα δικαιώματα, ως και στην απαίτηση για αμοιβαίο σεβασμό μεταξύ κοινοτήτων, ομάδων και ατόμων, και για βιώσιμη ανάπτυξη.

2. Η «άυλη πολιτιστική κληρονομιά», όπως ορίζεται στην παραπάνω παράγραφο 1, εκδηλώνεται ειδικότερα στους ακόλουθους τομείς:

(α) Στις προφορικές παραδόσεις και εκφράσεις, συμπεριλαμβανομένης της γλώσσας ως φορέα της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς.

(β) Στις τέχνες του θεάματος.

(γ) Στις κοινωνικές πρακτικές, στις τελετουργίες και στις εορταστικές εκδηλώσεις.

(δ) Στις γνώσεις και πρακτικές που αφορούν τη φύση και το σύμπαν.

(ε) Στην τεχνογνωσία που συνδέεται με την παραδοσιακή χειροτεχνία.

3. Εννοούμε «διαφύλαξη» τα μέτρα που αποβλέπουν στη διασφάλιση της βιωσιμότητας της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς, συμπεριλαμβανομένων του προσδιορισμού, της τεκμηρίωσης, της έρευνας, της συντήρησης, της προστασίας, της προώθησης, της αξιοποίησης, της μεταβίβασης, κυρίως μέσω της τυπικής και της μη τυπικής εκπαίδευσης, καθώς και της αναζωογόνησης των διαφόρων πλευρών της κληρονομιάς αυτής.

4. Εννοούμε «Κράτη μέρη» τα Κράτη που δεσμεύονται με την παρούσα Σύμβαση και μεταξύ των οποίων η Σύμβαση είναι σε ισχύ.

5. Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται mutatis mutandis στα εδάφη που αναφέρονται στο άρθρο 33 και καθίστανται μέρη σε αυτή, σύμφωνα με τους όρους που ορίζονται στο άρθρο αυτό. Στο μέτρο αυτό, η έκφραση «Κράτη μέρη» αφορά και τα εδάφη αυτά.

Άρθρο 3
Σχέσεις με άλλα διεθνή κανονιστικά κείμενα

Κανένα σημείο της παρούσας Σύμβασης δεν μπορεί να ερμηνευθεί ως τέτοιο που:

(α) να αλλοιώνει το καθεστώς ή να μειώνει το επίπεδο προστασίας των αγαθών της παγκόσμιας κληρονομιάς που αναγνωρίστηκαν στο πλαίσιο της Σύμβασης για την Προστασία της Παγκόσμιας Πολιτιστικής και Φυσικής Κληρονομιάς του 1972, με τα οποία συνδέεται ένα στοιχείο της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς, ή

(β) να επηρεάζει τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις των Κρατών μελών, που απορρέουν από κάθε διεθνές κείμενο περί των δικαιωμάτων πνευματικής ιδιοκτησίας ή περί της χρήσης των βιολογικών και οικολογικών πόρων, στο οποίο είναι Μέρη.

ΙΙ. Όργανα της Σύμβασης

Άρθρο 4
Γενική Συνέλευση των Κρατών μερών

1. Ιδρύεται Γενική Συνέλευση των Κρατών μερών, εφεξής «η Γενική Συνέλευση». Η Γενική Συνέλευση είναι το ανώτατο όργανο της παρούσας Σύμβασης.

2. Η Γενική Συνέλευση συνέρχεται άπαξ ανά δύο έτη σε τακτική σύνοδο. Μπορεί να συνέρχεται σε έκτακτη σύνοδο με απόφαση της ή κατόπιν αιτήσεως της Διακυβερνητικής Επιτροπής Διαφύλαξης της Άυλης Πολιτιστικής Κληρονομιάς ή του ενός τρίτου τουλάχιστον των Κρατών μερών.

3. Η Γενική Συνέλευση υιοθετεί τον εσωτερικό κανονισμό της.

Άρθρο 5
Διακυβερνητική Επιτροπή Διαφύλαξης της Άυλης Πολιτιστικής Κληρονομιάς

1. Συγκροτείται στην ΟΥΝΕΣΚΟ Διακυβερνητική Επιτροπή Διαφύλαξης της Άυλης Πολιτιστικής Κληρονομιάς, εφεξής «η Επιτροπή».

Αποτελείται σίτο αντιπροσώπους 18 Κρατών μερών, που θα εκλεγούν από τα Κράτη μέρη σε Γενική Συνέλευση μόλις η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ σύμφωνα με το άρθρο 34.

2. Ο αριθμός των Κρατών μερών της Επιτροπής θα αυξηθεί σε 24 μόλις ο αριθμός των Κρατών μερών της Σύμβασης θα αυξηθεί σε 50.

Άρθρο 6
Εκλογή και θητεία των Κρατών μελών της Επιτροπής

1. Κατά την εκλογή των Κρατών μελών της Επιτροπής πρέπει να τηρούνται οι αρχές της δίκαιης γεωγραφικής κατανομής και της δίκαιης εκ περιτροπής εκλογής.

2. Τα Κράτη μέλη της Επιτροπής εκλέγονται για τέσσερα έτη από τα Κράτη μέρη της Σύμβασης σε Γενική Συνέλευση.

3. Εντούτοις, η θητεία του ημίσεως των Κρατών μελών της Επιτροπής, που θα εκλεγούν κατά την πρώτη εκλογή, περιορίζεται στα δύο έτη. Τα Κράτη αυτά θα εκλεγούν με κλήρωση κατά την πρώτη αυτή εκλογή.

4. Ανά δύο έτη, η Γενική Συνέλευση προβαίνει στην ανανέωση του ημίσεως των Κρατών μελών της Επιτροπής.

5. Εκλέγει επίσης τόσα Κράτη μέλη της Επιτροπής όσα απαιτούνται για την πλήρωση των κενών θέσεων.

6. Κράτος μέλος της Επιτροπής δεν μπορεί να εκλέγεται για δύο συνεχείς θητείες.

7. Τα Κράτη μέλη της Επιτροπής επιλέγουν για την εκπροσώπηση τους ειδικούς στους διάφορους τομείς της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς.

Άρθρο 7
Αρμοδιότητες της Επιτροπής

Χωρίς να θίγονται οι λοιπές αρμοδιότητες που της παρέχει η παρούσα Σύμβαση, οι αρμοδιότητες της Επιτροπής είναι οι ακόλουθες:

(α) Προάγει τους στόχους της Σύμβασης, ενθαρρύνει και διασφαλίζει τον έλεγχο της εφαρμογής της.

(β) Παρέχει συμβουλές για τις καλύτερες πρακτικές και διατυπώνει συστάσεις για τα μέτρα για την προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς.

(γ) Προετοιμάζει και υποβάλλει για έγκριση στη Γενική Συνέλευση σχέδιο χρησιμοποίησης των πόρων του Ταμείου, σύμφωνα με το άρθρο 25.

(δ) Καταβάλλει προσπάθειες ανεύρεσης των μέσων αύξησης των πόρων αυτών και λαμβάνει τα απαιτούμενα προς τούτο μέτρα, σύμφωνα με τό άρθρο 25.

(ε) Προετοιμάζει και υποβάλλει για έγκριση στη Γενική Συνέλευση τις επιχειρησιακές οδηγίες για την εφαρμογή της Σύμβασης.

(στ) Εξετάζει, σύμφωνα με το άρθρο 29, τις εκθέσεις των Κρατών μελών και συντάσσει περιλήψεις τους για τη Γενική Συνέλευση.

(ζ) Εξετάζει τα αιτήματα που υποβάλλουν τα Κράτη μέρη και αποφασίζει, σύμφωνα με τα αντικειμενικά κριτήρια επιλογής που έχει διαμορφώσει η Επιτροπή και εγκρίνει η Γενική Συνέλευση:

(i) για τις εγγραφές στους καταλόγους και τις προτάσεις που αναφέρονται στα άρθρα 16,17 και 18,

(ii) για την παροχή διεθνούς συνδρομής σύμφωνα με το άρθρο 22.

Άρθρο 8
Μέθοδοι εργασίας της Επιτροπής

1. Η Επιτροπή λογοδοτεί στη Γενική Συνέλευση σε ό,τι αφορά σε όλες τις δραστηριότητες και τις αποφάσεις.

2. Η Επιτροπή υιοθετεί τον εσωτερικό κανονισμό της με πλειοψηφία των δύο τρίτων των μελών της.

3. Η Επιτροπή μπορεί να δημιουργεί προσωρινά τα συμβουλευτικά όργανα ad hoc που κρίνει αναγκαία για την εκπλήρωση του έργου της.

4. Η Επιτροπή μπορεί να καλεί στις συνεδριάσεις της κάθε δημόσιο ή ιδιωτικό οργανισμό, ως και κάθε φυσικό πρόσωπο, αναγνωρισμένου κύρους στους διάφορους τομείς της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς, για να γνωμοδοτούν για κάθε επί μέρους ζήτημα.

Άρθρο 9
Διαπίστευση των συμβουλευτικών οργανισμών

1. Η Επιτροπή προτείνει στη Γενική Συνέλευση τη διαπίστευση μη κυβερνητικών οργανώσεων αναγνωρισμένου κύρους στους διάφορους τομείς της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς. Οι οργανισμοί αυτοί θα διαθέτουν αρμοδιότητες συμβουλευτικού χαρακτήρα στην Επιτροπή.

2. Η Επιτροπή προτείνει επίσης στη Γενική Συνέλευση τα κριτήρια και τον τρόπο της διαπίστευσης αυτής.

Άρθρο 10
Η Γραμματεία

1. Την Επιτροπή επικουρεί η Γραμματεία της ΟΥΝΕΣΚΟ.

2. Η Γραμματεία προετοιμάζει τα έγγραφα της Γενικής Συνέλευσης και της Επιτροπής, ως και το σχέδιο της ημερήσιας διάταξης των συνεδριάσεων τους, και εξασφαλίζει την εκτέλεση των αποφάσεων τους.

III. Διαφύλαξη της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς σε εθνικό επίπεδο

Άρθρο 11
Ρόλος των Κρατών μερών

Σε κάθε Κράτος μέρος εναπόκειται:

(α) Η λήψη των αναγκαίων μέτρων για τη διασφάλιση της προστασίας της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς που βρίσκεται στο έδαφος του.

(β) Μεταξύ των μέτρων προστασίας που αναφέρονται στο άρθρο 2, παράγραφος 3, η αναγνώριση και ο καθορισμός των διαφόρων στοιχείων της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς που υφίστανται στο έδαφος τους, με τη συμμετοχή των κοινοτήτων, των ομάδων και των οικείων μη κυβερνητικών οργανώσεων.

Άρθρο 12
Ευρετήρια

1. Προς εξασφάλιση του χαρακτηρισμού εν όψει της προστασίας, κάθε Κράτος μέρος εφαρμόζει, προσαρμοσμένα στην περίπτωση του, ένα ή περισσότερα .ευρετήρια της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς που υφίσταται στο έδαφος του. Τα ευρετήρια αυτά αποτελούν αντικείμενο τακτικής ενημέρωσης.

2. Κάθε Κράτος μέρος, όταν υποβάλλει περιοδικά την έκθεση του στην Επιτροπή, σύμφωνα με το άρθρο 29, παρέχει οικεία στοιχεία που αφορούν τα ευρετήρια αυτά.

Άρθρο 13
Άλλα μέτρα προστασίας

Προς εξασφάλιση της προστασίας, της ανάπτυξης και της αξιοποίησης της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς που υφίσταται στο έδαφος του, κάθε Κράτος μέρος καταβάλλει μεγάλες προσπάθειες:

(α) Να υιοθετεί γενική πολιτική που σκοπό έχει την αξιοποίηση της λειτουργίας της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς στην κοινωνία και την ενσωμάτωση της προστασίας της κληρονομιάς αυτής σε διαρθρωτικά προγράμματα.

(β) Να ορίζει ή συστήνει έναν ή περισσότερους οργανισμούς αρμόδιους για την προστασία της αυλής πολιτιστικής κληρονομιάς που βρίσκεται στο έδαφος του.

(γ) Να ενθαρρύνει επιστημονικές, τεχνολογικές και καλλιτεχνικές μελέτες, ως και ερευνητικές μεθοδολογίες για αποτελεσματική προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς, και ειδικότερα της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς που βρίσκεται σε κίνδυνο.

(δ) Να υιοθετεί τα κατάλληλα νομικά, τεχνικά, διοικητικά και οικονομικά μέτρα για:

(i) την ενθάρρυνση της δημιουργίας ή την ενίσχυση εκπαιδευτικών φορέων για τη διαχείριση της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς, ως και τη μεταβίβαση της κληρονομιάς αυτής μέσω φόρουμ και χώρων που προορίζονται για την προβολή και την έκφραση της,

(ii) την εγγυημένη πρόσβαση στην άυλη πολιτιστική κληρονομιά με σεβασμό στις εθιμικές πρακτικές που διέπουν την πρόσβαση σε ειδικούς τομείς της κληρονομιάς αυτής,

(iii) τη δημιουργία φορέων τεκμηρίωσης για την άυλη πολιτιστική κληρονομιά και την ευχερέστερη πρόσβαση σε αυτούς.

Άρθρο 14
Παιδεία, ευαισθητοποίηση και ενίσχυση των δεξιοτήτων

Κάθε Κράτος μέρος καταβάλλει προσπάθειες, με όλα τα κατάλληλα μέσα:

(α) Να διασφαλίζει την αναγνώριση, το σεβασμό και την αξιοποίηση της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς στην κοινωνία, ειδικότερα χάρις:

(i) σε προγράμματα εκπαιδευτικά, ευαισθητοποίησης και διάδοσης πληροφοριών στην κοινή γνώμη, ειδικότερα στους νέους,

(ii) σε ειδικά εκπαιδευτικά και επιμορφωτικά προγράμματα στο πλαίσιο των ενδιαφερομένων κοινοτήτων και ομάδων,

(iii) σε δραστηριότητες ενίσχυσης των δεξιοτήτων στον τομέα της προστασίας της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς και ειδικότερα της διαχείρισης και της επιστημονικής έρευνας, και

(iv) σε άτυπα μέσα μεταβίβασης των γνώσεων.

(β) Να κρατά την κοινή γνώμη ενήμερη για τις απειλές σε βάρος της κληρονομιάς αυτής, ως και για τις δραστηριότητες που διεξάγονται κατ' εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης.

(γ) Να προάγει την παιδεία όσον αφορά την προστασία των φυσικών χώρων και Των τόπων μνήμης που η ύπαρξη τους είναι αναγκαία για την έκφραση της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς.

Άρθρο 15
Συμμετοχή των κοινοτήτων, ομάδων και ατόμων

Στο πλαίσιο των δραστηριοτήτων του για την προστασία της αυλής πολιτιστικής κληρονομιάς, κάθε Κράτος μέρος καταβάλλει προσπάθειες προκειμένου να εξασφαλίζει την ευρύτερη δυνατή συμμετοχή των κοινοτήτων, των ομάδων και, περιπτώσεως δοθείσης, των

ατόμων που δημιουργούν, διατηρούν και μεταβιβάζουν την κληρονομιά αυτήν και να τους εμπλέκει ενεργά στη διαχείριση της.

IV. Διαφύλαξη της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς σε διεθνές επίπεδο.

Άρθρο 16
Αντιπροσωπευτικός κατάλογος
της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς
της ανθρωπότητας

1. Για να καταστεί η άυλη πολιτιστική κληρονομιά περισσότερο αντιληπτή, για την καλύτερη επίγνωση της σημασίας της και την ενθάρρυνση του διαλόγου με σεβασμό στην πολιτισμική πολυμορφία, η Επιτροπή, μετά από πρόταση των ενδιαφερομένων Κρατών μερών, συντάσσει, ενημερώνει και δημοσιεύει έναν αντιπροσωπευτικό κατάλογο της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς της ανθρωπότητας.

2. Η Επιτροπή διαμορφώνει και υποβάλλει για έγκριση στη Γενική Συνέλευση τα κριτήρια για τη σύνταξη, την ενημέρωση και τη δημοσίευση του εν λόγω αντιπροσωπευτικού καταλόγου.

Άρθρο 17
Κατάλογος της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς
που απαιτεί επείγουσα προστασία

1. Για να ληφθούν τα κατάλληλα μέτρα προστασίας, η Επιτροπή συντάσσει, ενημερώνει και δημοσιεύει κατάλογο της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς που απαιτεί επείγουσα προστασία, και καταχωρεί την εν λόγω κληρονομιά στον Κατάλογο κατόπιν αιτήματος του ενδιαφερομένου Κράτους μέρους.

2. Η Επιτροπή διαμορφώνει και υποβάλλει για έγκριση στη Γενική Συνέλευση τα κριτήρια για τη σύνταξη, την ενημέρωση και τη δημοσίευση του εν λόγω καταλόγου.

3. Σε κατεπείγουσες περιπτώσεις - για τις οποίες τα αντικειμενικά κριτήρια εγκρίνονται από τη Γενική Συνέλευση μετά από πρόταση της Επιτροπής - η τελευταία μπορεί να καταχωρεί ένα στοιχείο της συγκεκριμένης κληρονομιάς στον Κατάλογο που αναφέρεται στην παράγραφο 1 μετά από συνεννόηση με το ενδιαφερόμενο Κράτος μέλος.

Άρθρο 18
Προγράμματα, σχέδια και δραστηριότητες
διαφύλαξης της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς

1. Βάσει των προτάσεων που υποβάλλουν τα Κράτη μέρη, και σύμφωνα με τα κριτήρια που διαμορφώνει και εγκρίνονται από τη Γενική Συνέλευση, η Επιτροπή επιλέγει κατά περιόδους και προωθεί εθνικού, υποπεριφερειακού και περιφερειακού χαρακτήρα προγράμματα, σχέδια και δραστηριότητες προστασίας της κληρονομιάς, που εκτιμά ότι αντικατοπτρίζουν καλύτερα τις αρχές και τους στόχους της παρούσας Σύμβασης, λαμβάνοντας υπόψη τις ιδιαίτερες ανάγκες των αναπτυσσομένων χωρών.

2. Προς τούτο, δέχεται, εξετάζει και εγκρίνει τις αιτήσεις διεθνούς συνδρομής που υποβάλλουν τα Κράτη μέρη για την εκπόνηση των προτάσεων αυτών.

3. Η Επιτροπή συνοδεύει την υλοποίηση των εν λόγω προγραμμάτων, σχεδίων και δραστηριοτήτων με τη διάδοση των καλυτέρων πρακτικών σύμφωνα με τις διατυπώσεις που θα έχει ορίσει.

V. Διεθνής συνεργασία και συνδρομή

Άρθρο 19
Συνεργασία

1. Πα τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, η διεθνής συνεργασία περιλαμβάνει ειδικότερα την ανταλλαγή πληροφοριών και εμπειριών, κοινές πρωτοβουλίες, ως και τη δημιουργία μηχανισμού συνδρομής προς τα Κράτη μέρη στο πλαίσιο των προσπαθειών τους για την προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς.

2. Χωρίς να θίγονται οι διατάξεις της εθνικής νομοθεσίας τους, το εθιμικό τους δίκαιο και οι εθιμικές πρακτικές τους, τα Κράτη μέρη αναγνωρίζουν ότι η προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς είναι προς το γενικό συμφέρον της ανθρωπότητας και δεσμεύονται, για το σκοπό αυτό, να συνεργάζονται σε επίπεδο διμερές, υπο-περιφερειακό, περιφερειακό και διεθνές.

Άρθρο 20
Στόχοι της διεθνούς συνδρομής

Η διεθνής συνδρομή μπορεί να παρέχεται για τους ακόλουθους σκοπούς:

(α) την προστασία της κληρονομιάς που είναι καταχωρημένη στον Κατάλογο της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς και απαιτεί επείγουσα προστασία,

(β) Ν την προετοιμασία απογραφών κατά την έννοια των άρθρων 11 και 12,

(γ) τη στήριξη σε προγράμματα, σχέδια και δραστηριότητες που διεξάγονται σε επίπεδο εθνικό, υποπεριφερειακό και περιφερειακό, όσον αφορά την προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς,

(δ) κάθε άλλο στόχο που η Επιτροπή θα έκρινε αναγκαίο.

Άρθρο 21
Μορφές της διεθνούς συνδρομής

Τα της συνδρομής που παρέχεται από την Επιτροπή σε Κράτος μέρος, ρυθμίζονται με τις επιχειρησιακές οδηγίες που προβλέπονται στο άρθρο 7 και με τη συμφωνία που αναφέρεται στο άρθρο 24, και μπορεί να προσλάβει τις ακόλουθες μορφές:

(α) μελέτες που αφορούν τους διάφορους τομείς της προστασίας,

(β) την παραχώρηση εμπειρογνωμόνων και ειδικών,

(γ) την επιμόρφωση κάθε αναγκαίου προσωπικού,

(δ) την εκπόνηση νομικών ή άλλων μέτρων,

(ε) τη δημιουργία και την εκμετάλλευση υποδομών,

(στ) την παροχή εξοπλισμού και τεχνογνωσίας,

(ζ) άλλες μορφές οικονομικής και τεχνικής υποστήριξης, συμπεριλαμβανομένης, περιπτώσεως δοθείσης, της χορήγησης δανείων με χαμηλό επιτόκιο και δωρεών.

Άρθρο 22
Όροι διεθνούς συνδρομής

1. Η Επιτροπή διαμορφώνει τη διαδικασία εξέτασης των αιτήσεων διεθνούς συνδρομής και προσδιορίζει τα στοιχεία της αίτησης, όπως τα προτεινόμενα μέτρα, οι αναγκαίες παρεμβάσεις και η εκτίμηση του κόστους τους.

2. Σε περίπτωση επείγουσας ανάγκης, η αίτηση συνδρομής πρέπει να εξετάζεται από την Επιτροπή κατά προτεραιότητα.

3. Για να λάβει απόφαση, η Επιτροπή προβαίνει στις μελέτες και γνωμοδοτήσεις που κρίνει αναγκαίες.

Άρθρο 23
Αιτήσεις διεθνούς συνδρομής

1. Κάθε Κράτος μέρος μπορεί να υποβάλλει στην Επιτροπή αίτηση διεθνούς συνδρομής για την προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς που υφίσταται στο έδαφος του.

2. Παρόμοια αίτηση μπορεί επίσης να υποβάλλεται από κοινού από δύο ή περισσότερα Κράτη μέρη.

3. Η αίτηση πρέπει να περιλαμβάνει τα ενημερωτικά στοιχεία που προβλέπονται στο άρθρο 22, παράγραφος 1, και τα αναγκαία έγγραφα.

Άρθρο 24
Ρόλος των δικαιούχων Κρατών μελών

1. Σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, η παρεχόμενη διεθνής συνδρομή διέπεται από συμφωνία μεταξύ του δικαιούχου Κράτους μέρους και της Επιτροπής.

2. Κατά κανόνα, το δικαιούχο Κράτος μέρος πρέπει να συμμετέχει, στο μέτρο των δυνατοτήτων του, στη δαπάνη των μέτρων προστασίας για τα οποία παρέχεται διεθνής συνδρομή.

3. Το δικαιούχο Κράτος μέρος υποβάλλει στην Επιτροπή έκθεση περί της χρήσης της παρεχόμενης συνδρομής για την προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς.

VI. Ταμείο της «άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς

Άρθρο 25
Φύση και πόροι του Ταμείου

1. Δημιουργείται ένα «Ταμείο για την προστασία της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς», εφεξής «το Ταμείο».

2. Το Ταμείο αποτελείται από κατατεθειμένα κεφάλαια σύμφωνα με τον Οικονομικό Κανονισμό της ΟΥΝΕΣΚΟ.

3. Οι πόροι του Ταμείου αποτελούνται από:

(α) τις συνεισφορές των Κρατών μερών,

(β) τα κεφάλαια που χορηγεί για το σκοπό αυτό η Γενική Διάσκεψη της ΟΥΝΕΣΚΟ,

(γ) τις καταβολές, τις δωρεές ή τα κληροδοτήματα που είναι δυνατό να κάνουν:

(i) άλλα Κράτη, «

(ii) οι οργανισμοί και τα προγράμματα του συστήματος των Ηνωμένων Εθνών, και ειδικότερα το Πρόγραμμα των Ηνωμένων Εθνών για την Ανάπτυξη, ως και άλλοι διεθνείς οργανισμοί,

(iii) δημόσιοι ή ιδιωτικοί οργανισμοί, ή ιδιώτες,

(δ) κάθε τόκο που οφείλεται επί των πόρων του Ταμείου,

(ε) το προϊόν των εράνων και τα έσοδα των εκδηλώσεων που διοργανώνονται υπέρ του Ταμείου,

(στ) κάθε άλλο έσοδο που επιτρέπει ο Κανονισμός του Ταμείου, που συντάσσει η Επιτροπή.

4. Η χρησιμοποίηση των πόρων από την Επιτροπή αποφασίζεται βάσει των προσανατολισμών της Γενικής Συνέλευσης.

5. Η Επιτροπή μπορεί να δέχεται συνεισφορές και άλλες μορφές συνδρομής που παρέχονται για γενικούς ή ειδικούς σκοπούς που αφορούν συγκεκριμένα προγράμματα, εφόσον τα προγράμματα αυτά έχουν εγκριθεί από την Επιτροπή.

6. Οι συνεισφορές στο Ταμείο δεν μπορούν να συνδυάζονται με κανέναν όρο πολιτικής, οικονομικής ή άλλης φύσης, που είναι ασυμβίβαστος με τους στόχους που επιδιώκει η παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 26
Συνεισφορές των Κρατών μερών στο Ταμείο

1. Χωρίς να θίγονται οι επιπλέον εθελοντικές συνεισφορές, τα Κράτη μέρη της παρούσας Σύμβασης δεσμεύονται ότι θα καταβάλλουν στο Ταμείο, τουλάχιστον ανά δύο έτη, συνεισφορά, της οποίας το ποσό που υπολογίζεται βάσει ισχύοντος σε όλα τα Κράτη ενιαίου ποσοστού, θα αποφασίζεται από τη Γενική Συνέλευση. Αυτή η απόφαση της Γενικής Συνέλευσης θα λαμβάνεται με πλειοψηφία των Κρατών μερών που παρίστανται και ψηφίζουν, και που δεν έχουν κάνει τη δήλωση που αναφέρεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου. Σε καμία περίπτωση, η συνεισφορά αυτή δεν θα μπορεί να υπερβαίνει το 1% της συνεισφοράς του Κράτους μέλους στον τακτικό προϋπολογισμό της ΟΥΝΕΣΚΟ.

2. Εντούτοις, κάθε Κράτος που αναφέρεται στο άρθρο 32 ή στο άρθρο 33 της παρούσας Σύμβασης, μπορεί, κατά την κατάθεση των εγγράφων του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να δηλώσει ότι δεν θα δεσμεύεται από τις διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου.

3. Κράτος μέρος της παρούσας Σύμβασης, που έχει κάνει τη δήλωση που αναφέρεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου, θα καταβάλει προσπάθειες να αποσύρει την εν λόγω δήλωση με κοινοποίηση στο Γενικό Διευθυντή της ΟΥΝΕΣΚΟ. Εντούτοις, η ανάκληση της δήλωσης θα παράγει αποτέλεσμα όσον αφορά την οφειλόμενη από το Κράτος αυτό συνεισφορά μόνον από την ημερομηνία έναρξης της αμέσως επομένης συνόδου της Γενικής Συνέλευσης.

4. Για να είναι η Επιτροπή σε θέση να προβλέπει τις εργασίες της αποτελεσματικά, οι συνεισφορές των Κρατών μερών της παρούσας Σύμβασης, .που έχουν κάνει τη δήλωση που αναφέρεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου, πρέπει να καταβάλλονται τακτικά, τουλάχιστον ανά δύο έτη, και θα έπρεπε να προσεγγίζουν κατά το δυνατό τις συνεισφορές που θα έπρεπε να καταβάλουν εάν δεσμεύονταν από τις διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου.

5. Κάθε Κράτος μέρος της παρούσας Σύμβασης, που καθυστερεί την πληρωμή της υποχρεωτικής ή εθελοντικής συνεισφοράς του για το τρέχον έτος και το αμέσως προηγούμενο ημερολογιακό έτος, δεν μπορεί να εκλεγεί στην Επιτροπή. Η διάταξη αυτή δεν εφαρμόζεται κατά την πρώτη εκλογή. Η θητεία παρόμοιου Κράτους που είναι ήδη μέλος της Επιτροπής, θα λήξη κατά το χρόνο κάθε εκλογής που προβλέπεται στο άρθρο 6 της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 27
Επιπλέον εθελοντικές συνεισφορές στο Ταμείο

Τα Κράτη μέρη που επιθυμούν να καταβάλουν εθελοντικές συνεισφορές πέραν εκείνων που προβλέπονται στο άρθρο 26, ενημερώνουν την Επιτροπή το συντομότερο δυνατό, ώστε να μπορεί η Επιτροπή να οργανώνει ανάλογα τις δραστηριότητες της.

Άρθρο 28
Διεθνείς εκστρατείες συγκέντρωσης χρημάτων

Τα Κράτη μέρη παρέχουν, στο μέτρο που είναι δυνατό, τη συνδρομή τους στις διεθνείς εκστρατείες συγκέ-

ντρωσης χρημάτων υπέρ του Ταμείου υπό την αιγίδα της ΟΥΝΕΣΚΟ.

VII. Εκθέσεις

Άρθρο 29
Εκθέσεις των Κρατών μελών

Τα Κράτη μέρη υποβάλλουν στην Επιτροπή, κατά τους τύπους και σε τακτά χρονικά διαστήματα, που ορίζει η Επιτροπή, εκθέσεις περί των νομοθετικών, κανονιστικών ή άλλων διατάξεων, που λαμβάνονται για την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 30
Εκθέσεις της Επιτροπής

1. Βάσει των δραστηριοτήτων της και των εκθέσεων των Κρατών μερών που αναφέρονται στην παράγραφο 29, η Επιτροπή υποβάλλει έκθεση σε κάθε σύνοδο της Γενικής Συνέλευσης.

2. Η έκθεση αυτή γνωστοποιείται στη Γενική Διάσκεψη της ΟΥΝΕΣΚΟ.

VIII. Μεταβατικός όρος

Άρθρο 31
Σχέση με την αναγνώριση των αριστουργημάτων της προφορικής και άυλης κληρονομιάς της ανθρωπότητας

1. Η Επιτροπή περιλαμβάνει στον αντιπροσωπευτικό Κατάλογο της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς της ανθρωπότητας τα στοιχεία που έχουν κηρυχθεί «αριστουργήματα της προφορικής και άυλης κληρονομιάς της ανθρωπότητας» πριν από την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης.

2. Η ενσωμάτωση αυτών των στοιχείων στον αντιπροσωπευτικό Κατάλογο της άυλης πολιτιστικής κληρονομιάς της ανθρωπότητας, καθόλου δεν θίγει τα κριτήρια που έχουν διαμορφωθεί σύμφωνα με το άρθρο 16, παράγραφος 2, για τις μελλοντικές εγγραφές.

3.. Καμία άλλη αναγνώριση δεν θα γίνει μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης.

IX. Τελικές Διατάξεις

Άρθρο 32
Επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση

1. Η παρούσα Σύμβαση υπόκειται στην επικύρωση, την αποδοχή ή την έγκριση των Κρατών μελών της ΟΥΝΕΣΚΟ, σύμφωνα με τις αντίστοιχες συνταγματικές διαδικασίες τους.

2. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης κατατίθενται στο Γενικό Διευθυντή της ΟΥΝΕΣΚΟ.

Άρθρο 33
Προσχώρηση

1. Η παρούσα Σύμβαση παραμένει ανοικτή προς προσχώρηση κάθε Κράτους μη μέρους της ΟΥΝΕΣΚΟ, που καλείται να προσχωρήσει σε αυτή από τη Γενική Διάσκεψη του Οργανισμού.

2. Η παρούσα Σύμβαση είναι επίσης ανοικτή προς προσχώρηση των εδαφών που διαθέτουν πλήρη εσωτερική αυτονομία και αναγνωρίζονται ως τέτοια από τον Οργανισμό των Ηνωμένων Εθνών, αλλά που δεν διαθέτουν πλήρη ανεξαρτησία σύμφωνα με το ψήφισμα 1514 (XV) της Γενικής Συνέλευσης, και έχουν αρμοδιότητα για τα ζητήματα της παρούσας Σύμβασης, συμπεριλαμβανομένης της αναγνωρισμένης αρμοδιότητας σύναψης συνθηκών για τα ζητήματα αυτά.

3. Το έγγραφο προσχώρησης θα κατατεθεί στο Γενικό Διευθυντή της ΟΥΝΕΣΚΟ.

Άρθρο 34
Έναρξη ισχύος

Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης του τριακοστού εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, άλλα μόνο όσον αφορά τα Κράτη που θα έχουν καταθέσει τα αντίστοιχα έγγραφα τους επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης κατά την ημερομηνία αυτή ή προηγουμένως. Θα τεθεί σε ισχύ για κάθε άλλο Κράτος μέρος τρεις μήνες μετά τη κατάθεση του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

Άρθρο 35
Ομοσπονδιακά ή μη ενιαία συνταγματικά συστήματα

Οι παρακάτω διατάξεις εφαρμόζονται στα Κράτη μέρη που διαθέτουν ομοσπονδιακό ή μη ενιαίο συνταγματικό σύστημα:

(α) Όσον αφορά τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, των οποίων η εφαρμογή εξαρτάται από την αρμοδιότητα της ομοσπονδιακής ή κεντρικής νομοθετικής εξουσίας, οι υποχρεώσεις της ομοσπονδιακής ή κεντρικής κυβέρνησης θα είναι οι ίδιες με εκείνες των Κρατών μερών που δεν είναι ομόσπονδα Κράτη.

(β) Όσον αφορά τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, των οποίων η εφαρμογή εξαρτάται από την αρμοδιότητα καθενός από τις Πολιτείες, χώρες, επαρχίες ή καντόνια, που αποτελούν τα Κράτη αυτά, και δεν είναι δυνάμει του συνταγματικού συστήματος της ομοσπονδίας υποχρεωμένα να 'λαμβάνουν νομοθετικά μέτρα, η ομοσπονδιακή κυβέρνηση θα γνωστοποιήσει, με τη σύμφωνη γνώμη της, τις εν λόγω διατάξεις στις αρμόδιες αρχές των Πολιτειών, χωρών, επαρχιών ή καντονιών, προς έγκριση.

Άρθρο 36
Καταγγελία

1. Καθένα από τα Κράτη μέρη είναι σε θέση να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση.

2. Η καταγγελία κοινοποιείται εγγράφως με έγγραφο που κατατίθεται στο Γενικό Διευθυντή της ΟΥΝΕΣΚΟ.

3. Η καταγγελία ισχύει δώδεκα μήνες μετά τη λήψη του εγγράφου καταγγελίας. Δεν μεταβάλλει σε τίποτα τις οικονομικές υποχρεώσεις που το Κράτος μέρος που καταγγέλλει τη Σύμβαση, υποχρεούται να εξοφλήσει μέχρι την ημερομηνία κατά την οποία η ανάκληση παράγει αποτέλεσμα.

Άρθρο 37
Αρμοδιότητες του θεματοφύλακα

Ο Γενικός Διευθυντής της ΟΥΝΕΣΚΟ, με την ιδιότητα του θεματοφύλακα της παρούσας Σύμβασης, ενημερώνει τα Κράτη μέλη της Οργάνωσης, τα Κράτη μη μέλη που αναφέρονται στο άρθρο 33, ως και τον Οργανισμό των Ηνωμένων Εθνών, για την κατάθεση όλων των εγγράφων επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης που αναφέρονται στα άρθρα 32 και 33, ως και τις καταγγελίες που προβλέπονται στο άρθρο 36.

Άρθρο 38
Τροποποιήσεις

1. Κάθε Κράτος μέρος μπορεί, με έγγραφη κοινοποίηση που απευθύνεται προς το Γενικό Διευθυντή, γα προτείνει τροποποιήσεις στην παρούσα Σύμβαση. Ο Γενικός Διευθυντής διαβιβάζει την κοινοποίηση αυτή σε όλα τα Κράτη μέρη. Εάν, εντός έξι μηνών από της ημερομηνίας διαβίβασης της κοινοποίησης, το ήμισυ τουλάχιστον των Κρατών μελών αποδεχθεί το αίτημα αυτό, ο Γενικός Διευθυντής υποβάλλει την πρόταση αυτή κατά την αμέσως επόμενη σύνοδο της Γενικής Συνέλευσης προς συζήτηση και τυχόν υιοθέτηση.

2. Οι τροποποιήσεις υιοθετούνται με πλειοψηφία των δύο τρίτων των Κρατών μερών που παρίστανται και ψηφίζουν.

3. Οι τροποποιήσεις της παρούσας Σύμβασης, μόλις υιοθετηθούν, υποβάλλονται στα Κράτη μέρη για επικύρωση, αποδοχή, έγκριση ή προσχώρηση.

4. Για τα Κράτη μέρη που τις έχουν επικυρώσει, αποδεχθεί, εγκρίνει ή που έχουν προσχωρήσει σε αυτές, οι τροποποιήσεις της παρούσας Σύμβασης τίθενται σε ισχύ τρεις μήνες μετά την κατάθεση των εγγράφων που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου, από τα δύο τρίτα των Κρατών Μερών. Στη συνέχεια, για κάθε Κράτος μέρος που επικυρώνει, αποδέχεται, εγκρίνει τροποποίηση ή προσχωρεί σε αυτή, η τροποποίηση αυτή τίθεται σε ισχύ τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης από το Κράτος μέρος του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

5. Η διαδικασία των παραγράφων 3 και 4 δεν εφαρμόζεται στις τροποποιήσεις του άρθρου 5 περί αριθμού των Κρατών μελών της Επιτροπής. Οι τροποποιήσεις αυτές τίθενται σε ισχύ κατά την υιοθέτηση τους.

6. Κράτος που καθίσταται μέρος στην παρούσα Σύμβαση μετά την έναρξη ισχύος τροποποιήσεων σύμφωνα με την παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου, θεωρείται, εφόσον δεν έχει εκφράσει διαφορετική πρόθεση:

(α) μέρος στην παρούσα Σύμβαση, όπως τροποποιήθηκε, και

(β) μέρος στην παρούσα Σύμβαση που δεν τροποποιήθηκε έναντι κάθε Κράτους μέρους που δεν δεσμεύεται από τις τροποποιήσεις αυτές.

Άρθρο 39
Έγκυρα κείμενα

Η παρούσα Σύμβαση συντάσσεται στην Αγγλική, Αραβική, Κινεζική, Ισπανική, Γαλλική και Ρωσική γλώσσα, τα δε έξι κείμενα είναι εξίσου έγκυρα.

Άρθρο 40
Καταχώρηση

Σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, η παρούσα Σύμβαση θα καταχωρηθεί στη Γραμματεία του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών τη αιτήσει του Γενικού Διευθυντή της ΟΥΝΕΣΚΟ.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ υπέγραψαν, στις 3 Νοεμβρίου 2003.

Ο Πρόεδρος της Γενικής Διάσκεψης
Ο Γενικός Διευθυντής

[σφραγίδα της ΟΥΝΕΣΚΟ]

Παρίσι, 26.11.2003
A. AYUSUF
Νομικός Σύμβουλος της Οργάνωσης των Ηνωμένων Εθνών για την Παιδεία, την Επιστήμη και τον Πολιτισμό

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευση του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 34 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεση του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 21 Δεκεμβρίου 2006

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΑΡΟΛΟΣ ΓΡ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ **Γ. ΑΛΟΓΟΣΚΟΥΦΗΣ**	ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **Θ. ΜΠΑΚΟΓΙΑΝΝΗ**
ΠΕΡΙΒΑΛΛΟΝΤΟΣ, ΧΩΡΟΤΑΞΙΑΣ ΚΑΙ ΔΗΜΟΣΙΩΝ ΕΡΓΩΝ **Γ. ΣΟΥΦΛΙΑΣ**	ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ **Δ. ΣΙΟΥΦΑΣ**
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ **Μ. ΓΙΑΝΝΑΚΟΥ**	ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ **Α. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ**
ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ **Γ. ΒΟΥΛΓΑΡΑΚΗΣ**	ΕΠΙΚΡΑΤΕΙΑΣ **Θ. ΡΟΥΣΟΠΟΥΛΟΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 22 Δεκεμβρίου 2006

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Α. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.

ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ - Βασ. Όλγας 227	**(2310) 423 956**	**ΛΑΡΙΣΑ** - Διοικητήριο	**(2410) 597449**
ΠΕΙΡΑΙΑΣ - Ευριπίδου 63	**(210) 413 5228**	**ΚΕΡΚΥΡΑ** - Σαμαρά 13	**(26610) 89 122**
ΠΑΤΡΑ - Κορίνθου 327	**(2610) 638 109**		**(26610) 89 105**
	(2610) 638 110	**ΗΡΑΚΛΕΙΟ** - Πεδιάδος 2	**(2810) 300 781**
ΙΩΑΝΝΙΝΑ - Διοικητήριο	**(26510) 87215**	**ΛΕΣΒΟΣ** - Πλ.Κωνσταντινουπόλεως 1	**(22510) 46 654**
ΚΟΜΟΤΗΝΗ - Δημοκρατίας 1	**(25310) 22 858**		**(22510) 47 533**

ΤΙΜΗ ΠΩΛΗΣΗΣ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

Σε έντυπη μορφή:

- Για τα ΦΕΚ από 1 μέχρι 16 σελίδες σε 1 euro, προσαυξανόμενη κατά 0,20 euro για κάθε επιπλέον οκτασέλιδο ή μέρος αυτού.
- Για τα φωτοαντίγραφα ΦΕΚ σε 0,15 euro ανά σελίδα.

Σε μορφή CD:

Τεύχος	Περίοδος	EURO	Τεύχος	Περίοδος	EURO
Α΄	Ετήσιο	150	Αναπτυξιακών Πράξεων	Ετήσιο	50
Α	3μηνιαίο	40	Ν.Π.Δ.Δ.	Ετήσιο	50
Α΄	Μηνιαίο	15	Παράρτημα	Ετήσιο	50
Β'	Ετήσιο	300	Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	Ετήσιο	100
Β΄	3μηνιαίο	80	Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου	Ετήσιο	5
Β΄	Μηνιαίο	30	Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων	Ετήσιο	200
Γ΄	Ετήσιο	50	Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων	Εβδομαδιαίο	5
Δ΄	Ετήσιο	220	Α.Ε. & Ε.Π.Ε	Μηνιαίο	100
Δ΄	3μηνιαίο	60			

- Η τιμή πώλησης μεμονωμένων Φ.Ε.Κ σε μορφή cd-rom από εκείνα που διατίθενται σε ηλεκτρονική μορφή και μέχρι 100 σελίδες σε 5 euro προσαυξανόμενη κατά 1 euro ανά 50 σελίδες.
- Η τιμή πώλησης σε μορφή cd-rom δημοσιευμάτων μιας εταιρείας στο τεύχος Α.Ε. και Ε.Π.Ε. σε 5 euro ανά έτος.

ΠΑΡΑΓΓΕΛΙΑ ΚΑΙ ΑΠΟΣΤΟΛΗ Φ.Ε.Κ.: τηλεφωνικά : 210 - 4071010, fax : 210 - 4071010 internet : http://www.et.gr.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

	Σε έντυπη μορφή	Από το Internet
Α΄ (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κτλ.)	225 €	190 €
Β΄ (Υπουργικές αποφάσεις κτλ.)	320 €	225 €
Γ΄ (Διορισμοί, απολύσεις κτλ. Δημ. Υπαλλήλων)	65 €	ΔΩΡΕΑΝ
Δ΄ (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κτλ.)	320 €	160 €
Αναπτυξιακών Πράξεων και Συμβάσεων (Τ.Α.Π.Σ.)	160 €	95 €
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κτλ. προσωπικού Ν.Π.Δ.Δ.)	65 €	ΔΩΡΕΑΝ
Παράρτημα (Προκηρύξεις θέσεων ΔΕΠ κτλ.)	33 €	ΔΩΡΕΑΝ
Δελτίο Εμπορικής και Βιομ/κής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	65 €	33 €
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	10 €	ΔΩΡΕΑΝ
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	2.250 €	645 €
Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων (Δ.Δ.Σ.)	225 €	95 €
Πρώτο (Α΄), Δεύτερο (Β΄) και Τέταρτο (Δ΄)	–	450 €

- Το τεύχος του ΑΣΕΠ (έντυπη μορφή) θα αποστέλλεται σε συνδρομητές με την επιβάρυνση των 70 euro, ποσό το οποίο αφορά ταχυδρομικά έξοδα.
- Για την παροχή δικαιώματος ηλεκτρονικής πρόσβασης σε Φ.Ε.Κ. προηγουμένων ετών και συγκεκριμένα στα τεύχη Α΄, Β΄, Δ΄, Αναπτυξιακών Πράξεων & Συμβάσεων, Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας Διακηρύξεων, Δημοσίων Συμβάσεων και Α.Ε. & Ε.Π.Ε., η τιμή προσαυξάνεται πέραν του ποσού της ετήσιας συνδρομής έτους 2006, κατά 40 euro ανά έτος παλαιότητας και ανά τεύχος.

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στις ΔΟΥ (το ποσό συνδρομής καταβάλλεται στον κωδικό αριθμό εσόδων ΚΑΕ 2531 και το ποσό υπέρ ΤΑΠΕΤ (5% του ποσού της συνδρομής) στον κωδικό αριθμό εσόδων ΚΑΕ 3512).Το πρωτότυπο αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) θα πρέπει να αποστέλλεται ή να κατατίθεται στην αρμόδια Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Η πληρωμή του υπέρ ΤΑΠΕΤ ποσοστού που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται και από τις ΔΟΥ.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού έχουν τη δυνατότητα λήψης των δημοσιευμάτων μέσω internet, με την καταβολή των αντίστοιχων ποσών συνδρομής και ΤΑΠΕΤ .
* Οι Νομαρχιακές Αυτοδιοικήσεις, οι Δήμοι, οι Κοινότητες ως και οι επιχειρήσεις αυτών πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα ημερολογιακό έτος. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι την 31ην Δεκεμβρίου κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γραμμάτια δεν γίνονται δεκτά.

Πληροφορίες Α.Ε. - Ε.Π.Ε. και λοιπών Φ.Ε.Κ.: 210 527 9000
Φωτοαντίγραφα παλαιών ΦΕΚ - ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ - ΜΑΡΝΗ 8 - Τηλ. (210)8220885 - 8222924
Δωρεάν διάθεση τεύχους Προκηρύξεων ΑΣΕΠ αποκλειστικά από Μάρνη 8 & Περιφερειακά Γραφεία
Δωρεάν ανάγνωση δημοσιευμάτων τεύχους Α΄ από την ιστοσελίδα του Εθνικού Τυπογραφείου

Οι υπηρεσίες εξυπηρέτησης των πολιτών λειτουργούν καθημερινά από 08.00΄ έως 13.00΄

01000275221206002 4

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ
ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * ΤΗΛ. 210 52 79 000 * FAX 210 52 21 004
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http://www.et.gr – e-mail: webmaster@et.gr